

Procédure n°2025-013

Projet d'extension et de réhabilitation de l'accueil des urgences du pôle tertiaire des urgences, aménagement d'une unité Post-urgences, d'une UHCD, d'un scanner et démantèlement des bâtiments modulaires au Centre Hospitalier d'Agen-Nérac
Site de St Esprit

Marché Public pour des prestations intellectuelles
Lot 1 – Diagnostic PEMD

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Table des matières

CHAPITRE 1 -	OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1.	OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2.	PRESENTATION DE L'OPERATION	3
1.3.	ETENDUE DE LA CONSULTATION	6
1.4.	CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
CHAPITRE 2 -	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.1.	VARIANTES FACULTATIVES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.2.	VARIANTES OBLIGATOIRES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.3.	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
CHAPITRE 3 -	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
3.1.	MODIFICATIONS DE DETAILS DU DOSSIER DE CONSULTATION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
CHAPITRE 4 -	MISSIONS	7
4.1.	ANALYSE DOCUMENTAIRE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
4.2.	INVESTIGATIONS SUR SITE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
CHAPITRE 5 -	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
5.1.	DOSSIER DE CANDIDATURE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
5.2.	DOSSIER D'OFFRE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
CHAPITRE 6 -	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
CHAPITRE 7 -	SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
7.1.	CRITERES DE JUGEMENT	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
7.2.	APPRECIATION DU CRITERE PRIX	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
7.3.	APPRECIATION DE LA VALEUR TECHNIQUE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
7.4.	SUITES DONNEES A L'ANALYSE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
CHAPITRE 8 -	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
CHAPITRE 9 -	DUREE DES MISSIONS	11
CHAPITRE 10 -	PRIX DU MARCHE	11
CHAPITRE 11 -	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	11
11.1.	FACTURES	11
11.2.	AVANCE	12
CHAPITRE 12 -	PENALITES DE RETARD	12
CHAPITRE 13 -	ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS	12
CHAPITRE 14 -	DEROGATIONS AU C.C.A.G. PRESTATIONS INTELLECTUELLES	12
CHAPITRE 15 -	REGLEMENT DES LITIGES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

CHAPITRE 1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1. OBJET DE LA CONSULTATION

Les dispositions du présent CCP sont relatives à la réalisation d'un diagnostic PEMD (Lot 1) dans le cadre du projet d'extension et de réhabilitation de l'accueil des urgences du pôle tertiaire des urgences, aménagement d'une unité Post-urgences, d'une UHCD, d'un scanner et démantèlement des bâtiments modulaires au Centre Hospitalier d'Agen-Nérac.

Lieux d'exécution des prestations :

Site Saint Esprit du Centre Hospitalier d'Agen-Nérac (47)
Route de Villeneuve
47923 AGEN cedex 9

1.2. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.2.1 POUVOIR ADJUDICATEUR

GHT Lot et Garonne

Direction des achats

Etablissement support : Centre Hospitalier Agen-Nérac
Route de Villeneuve
47 923 AGEN CEDEX 9

1.2.2 MAITRE D'OUVRAGE ET ORDONNATEUR s

Monsieur le Directeur

Centre Hospitalier d'Agen-Nérac

21, Route de Villeneuve
47 923 AGEN

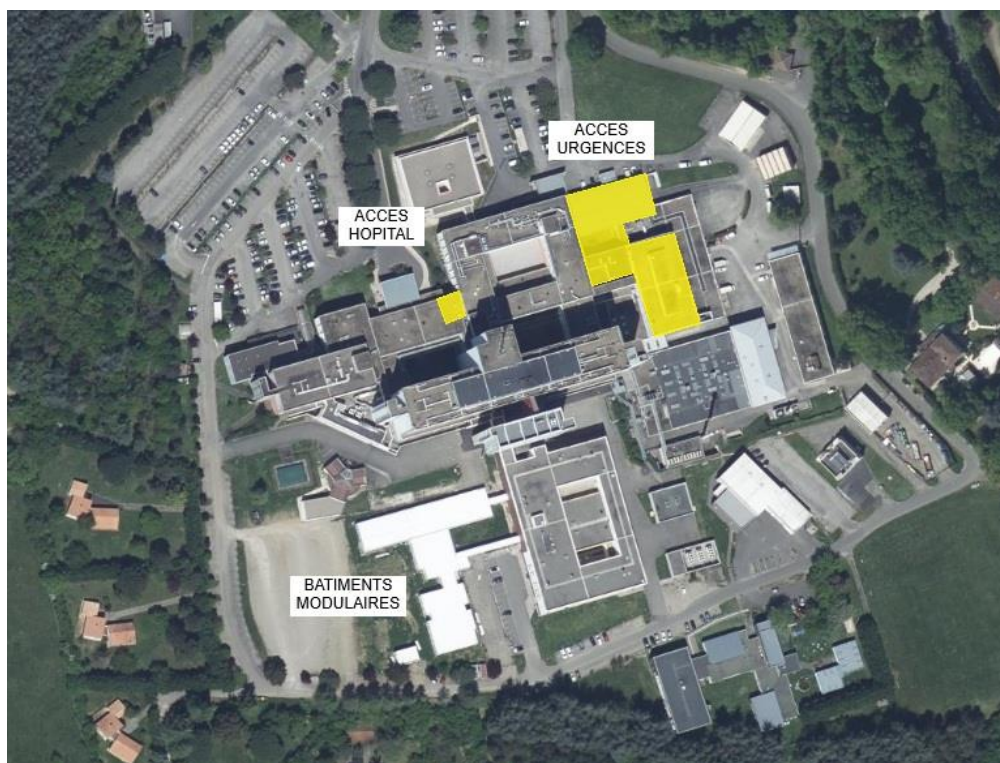
Le Centre Hospitalier d'Agen-Nérac a lancé en 2023 un projet d'extension – réhabilitation de l'accueil des Urgences sur le bâtiment principal du site d'Agen Saint-Esprit. Des études de maîtrise d'œuvre ont été stoppées à l'été 2024 au regard de l'évolution des besoins.

Aujourd'hui il est nécessaire de :

- Relocaliser l'unité Post-Urgences à 20 lits à proximité des urgences pour une meilleure cohérence des soins.
- Agrandir la capacité d'accueil de l'UHCD à 10 lits, contiguë aux urgences
- Créer un scanner interventionnel à proximité des urgences permettant l'ouverture aux examens non programmés des services Urgences, Réanimation, USIP et UNV.
- Démanteler les bâtiments modulaires.

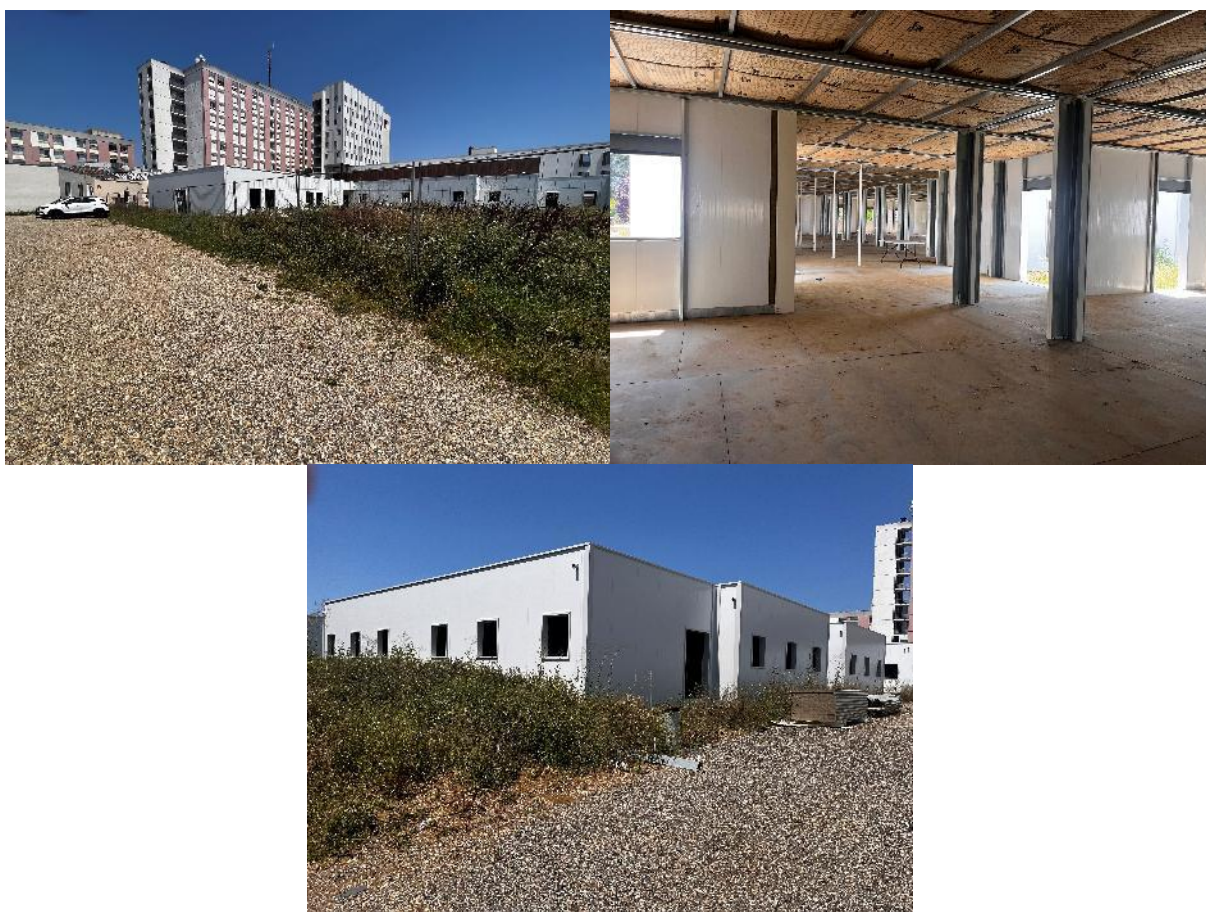
L'opération consiste en :

- La construction d'environ 965 m² sdp répartie en 450 m² sdp pour l'accueil des urgences + 300 m² pour le pôle tertiaire + 135 m² pour le Post Urgences + une extension de garage de 80 m² sdp,
- La réhabilitation d'environ 1 790 m² sdp.



1.2.3 BATIMENTS MODULAIRES

L'opération doit permettre le démantèlement des bâtiments modulaires en l'état situés au SUD :



1.2.4 OPERATION DE REHABILITATION ET EXTENSION

L'opération consiste en la réhabilitation d'environ 1 790 m² sdp.

Ces réorganisations nécessitent la délocalisation du pôle tertiaire des Urgences avec la construction de locaux neufs permettant de libérer la surface nécessaire à l'unité Post-Urgences.

Le projet d'extension – réhabilitation des urgences initialement projeté avait été validé par le service et le maître d'ouvrage et devra être intégré tel quel au projet global.

L'élargissement du périmètre de l'opération permettra de planifier les travaux liés à l'extension – réhabilitation des urgences sans maintien de l'activité dans la zone chantier (transfert temporaire de l'accueil dans le pôle tertiaire libéré après construction de locaux neufs).

Des travaux d'adaptation de l'existant pour permettre les relogements temporaires (accueil des urgences / UHCD) sont également à prévoir.

Dans un projet d'amélioration de l'accueil du patient aux urgences, une extension et réorganisation de la zone d'accueil des patients est envisagée selon les axes suivants :

- L'aménagement extérieur qui devra être adapté aux flux de personnes (personnels soignants et patients) et de véhicules au moyen d'un accès direct au parking, avec une aire de dépose couverte accessible aux secours et aux forces de l'ordre,
- Un véritable espace de prise en charge du patient suffisamment grand et assurant un niveau de confidentialité et sécurité certain. Plusieurs zones sont à envisager mais toutes devront être ergonomiques et modulables avec une possibilité d'isolement.
- Les espaces d'attente devront être isolés des espaces de circulation et zones d'accueil,
- Les espaces de circulation devront être configurés de telle sorte à pouvoir envisager tout changement de flux ou pouvoir optimiser l'espace et les sens des entrées et sorties.

La contrainte du site oriente les scénarii du programme technique qui sera défini pour la consultation de l'équipe de MOE de la façon suivante :

- ≡ Réhabilitation et réaménagement de l'existant (localisation jaune).
- ≡ Création d'extension neuves (localisation bleue)



1.3. ETENDUE DE LA CONSULTATION

Il s'agit d'un marché de prestations intellectuelles au sens de la Loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée, passé en application des articles R2123-1 et R2131-12 du Code de la Commande Publique (CCP).

Il sera conclu par référence aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales - Prestations Intellectuelles (arrêté du 16/09/2009 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles).

Réalisation de prestations similaires : en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure ultérieurement un ou plusieurs nouveaux marchés publics, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, avec le titulaire du présent marché public. Ces nouveaux marchés publics doivent être conclus dans les 3 ans à compter de la notification du marché public initial.

CHAPITRE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles qui constituent le marché prévalent les unes aux autres par ordre de priorité décroissante :

- ≡ L'acte d'engagement (A.E.) propre au présent lot ;
- ≡ Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) valant document de marché et ses annexes :
 - Arrêté du 26 mars 2023
 - Cerfa + notice
 - Diagnostic amiante
 - Plan PS1
- ≡ Le bordereau des prix unitaires (BPU) propre au présent lot ;
- ≡ Le mémoire méthodologique du titulaire du présent lot, dans ses dispositions non contraires au présent contrat ;

- ≡ Le calendrier d'exécution des prestations, après approbation par le Maître d'Ouvrage.
- ≡ Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

CHAPITRE 3 - MISSIONS

Ce diagnostic sera réalisé sur 5 étapes et comprendra une synthèse globale :

Phases	Désignation
1	Pré-visite du site pour la mission PEMD
2	Etude documentaires
3	Investigations sur site
4	Fourniture des rapports pour la mission PEMD
5	Télédéclaration du cerfa- PLATEFORME PEMD

La mission a pour objet la réalisation d'un diagnostic PEMD conformément aux Décrets n° 2021-821 et 2021-822 du 25 juin 2021 relatifs au diagnostic portant sur la gestion des Produits, Equipements, Matériaux et des Déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments.

Le diagnostic PEMD a pour but de :

- ≡ Être conforme au décret n°2021-872 du 30 juin 2021, et des deux arrêtés du 26 mars 2023
- ≡ Fournir à l'entreprise de travaux un diagnostic opérationnel
- ≡ Consolider un Cerfa et effectuer la télédéclaration sur la plateforme PEMD

Ce diagnostic constitue le point de départ 'T0' d'une bonne traçabilité de l'ensemble des Produits Equipements Matériaux Déchets produits dans le cadre de la présente opération, d'où l'importance d'une bonne qualification, quantification et localisation de chaque Produit Equipement Matériau Déchet.

3.1. CONTENU DE LA PRESTATION

A- Limite de la prestation

La prestation attendue concerne les éléments suivants :

- ≡ Partie visible du bâtiment
- ≡ Les niveaux en sous-sol (ex : parking, fondations, équipements enterrés)
- ≡ Les espaces verts y compris clôture, portail, équipements extérieurs, etc.
- ≡ Les voiries
- ≡ Déchets non constitutifs du bâtiment tels que le mobilier, les équipements informatiques et autres déchets résiduels.

B- Etape 1 : Pré-visite du site

Lors de cette réunion, le diagnostiqueur établira :

- ≡ Les modalités d'accès,
- ≡ Les modalités de contrôle et de suivi du chargé d'opération,
- ≡ Un contrôle des habilitations en sous-section 4 (un contrôle sera à prévoir sur site le jour du démarrage de la prestation)

Le prestataire effectuera une pré-visite du site afin de qualifier avec le maître d'ouvrage les éléments suivants :

- ≡ Date de réalisation du diagnostic complet
- ≡ Les accès au bâtiment – période d'accès – clés d'accès – recommandations sur site
- ≡ Les éléments déménagés, démontés, récupérés par les usagers ou le maître d'ouvrage avant curage ou démolition.

C- Etape 2 : Etude documentaire

Le prestataire réalisera une étude documentaire sur la base des documents remis par le maître d'Ouvrage et d'investigations complémentaires (A détailler dans le mémoire technique).

L'objectif sera de :

- ≡ Dater la réalisation de la construction (y compris extension et réhabilitation)
- ≡ Connaître le système constructif du bâtiment ainsi que les matériaux mis en œuvre.
- ≡ Identifier les zones ayant fait l'objet d'une extension ou d'une rénovation
- ≡ Localiser les zones susceptibles de présenter des déchets dangereux, des matériaux souillés
- ≡ Diagnostics déjà effectués
- ≡ Le rapport devra faire apparaître la liste des documents consultés

D- Etape 3 : Investigations sur site

Cette étape permet sur la base d'investigations in situ de caractériser et quantifier précisément les gisements de Produits Equipements Matériaux Déchets, en complément des informations issues de l'étude documentaire.

Elle permet également de proposer des recommandations pour la dépose sélective des éléments en fonction de la hiérarchie des modes de traitement.

Des visites de site doivent être réalisées afin de caractériser les Produits Equipements Matériaux Déchets.

Le diagnostiqueur dresse l'inventaire de l'ensemble des Produits Equipements Matériaux Déchets (y compris les déchets résiduels) présents sur site selon une méthodologie rigoureuse en conformité avec l'Article 6° du décret 2021-872 du 30 juin 2021 / Art. R. 126-11 du code de la construction et de l'habitation.

L'objectif de cette étude sera :

- ≡ Estimation de la nature, la quantité et la localisation des matériaux, produits de construction et équipements constitutifs des zones impactées par le projet ainsi que leur fonction.
- ≡ Cette estimation devra prendre en compte les zones existantes impactées par les extension neuves (notamment toiture terrasse existante, etc...).
- ≡ De qualifier les déchets potentiellement générés par ces produits, matériaux et équipements avec l'indication de la classification du déchet (code de l'environnement).
- ≡ De qualifier les déchets résiduels issus de l'usage et de l'occupation des bâtiments.

E- Etape 4 : Réalisation des rapports PEMD

Les rapports devront être opérationnels pour la phase travaux et répondre à la réglementation en vigueur notamment l'Article 6° du décret 2021-872 du 30 juin 2021, ils seront complétés par le CERFA 16287-01 :

Table des matières type à respecter :

- 1- Présentation de la mission

- 1.1 Description de la mission
- 1.2 Limites de la prestation
- 1.3 Méthodologie du diagnostic et moyens mis en œuvre
- 1.4 Localisation du bâtiment et périmètre d'étude
- 1.5 Documents consultés

- 2- Synthèse
 - 2.1 Tableau de synthèse des PEMD et leurs quantitatifs
 - 2.2 Tableau de synthèse des PEM potentiellement réemployables (les plus propices au réemploi)
 - 2.3 Tableau de synthèse déchets générés par l'ensemble des PEM
 - 2.4 Conclusions

- 3- Description de la zone
 - 3.1 Présentation générale de la zone et/ou de la parcelle concernée
 - 3.2 Informations sur le maître d'ouvrage de l'opération de déconstruction ou de rénovation significative
 - 3.3 Informations sur l'auditeur
 - 3.4 Plans du bâtiment existant
 - 3.5 Précisions connues sur le programme travaux (dont réaménagement)
 - 3.6 Précisions sur les zones polluées ou nécessitant des précautions particulières
 - 3.7 Sondages ou inspections réalisées. Le diagnostic intervenant sur des zones potentiellement contenant de l'amiante, le diagnostiqueur devra être certifié sous section 4 ou se faire accompagner par une personne habilitée sous-section 4 et dans le cadre des dispositions de cet article..

- 4- Partie réemploi : Identification des PEM potentiellement réemployables
 - 4.1 Nature et fonction des PEM potentiellement réemployables constitutifs du bâtiment
 - 4.2 Quantitatif, localisation des PEM potentiellement réemployables (les plus propices au réemploi), et informations préalables à la qualification
 - 4.3 Indications sur les possibilités de réemploi et identification des filières de réemploi
 - 4.4 Précautions de gestion des PEM
 - 4.5 Fiches Produits / matériaux destinés au Réemploi intégrant les caractéristiques quantitative/ qualitative /état, toutes les modalités de déconstruction/démontage/conditionnement etc ... et photos
 - 4.6 Informations complémentaires disponibles qui pourraient permettre de vérifier le potentiel de réemploi des PEM

- 5- Partie déchets : Identification de l'ensemble des PEM comme s'ils devenaient tous des déchets
 - 5.1 Nature des différents déchets susceptibles d'être générés lors de la dépose de l'ensemble des PEM par l'opération
 - 5.2 Quantitatif et localisation des déchets générés par l'ensemble des PEM
 - 5.3 Identification des filières de gestion et de valorisation des déchets
 - 5.4 Précautions de gestions des déchets

- 6- Annexes
 - Attestation d'assurance et qualification du diagnostiqueur
 - Cerfa et formulaire de diagnostic
 - Fichier Excel inventaire suivant cerfa et nomenclature PEM
 - Tableau de conversion
 - Reportage photo

F- Etape 5 : Télédéclaration du CERFA site CSTB

Le diagnostic PEMD, et sa déclaration CERFA dans la plateforme numérique du CSTB est obligatoire pour les opérations de démolition ou de rénovation significative de bâtiments suivantes :

Opérations concernées par la réglementation
Démolition de bâtiment ou d'une partie majoritaire de bâtiment , qui porte sur au moins la moitié de la surface de plancher des bâtiments concernés, Ou Réhabilitation significative : elle consiste à détruire ou remplacer au moins deux des éléments de second œuvre suivants : - Plus de la moitié de la surface cumulée des planchers ne déterminant pas la résistance ou la rigidité de l'ouvrage ; - Plus de la moitié de la surface cumulée des cloisons extérieures ne déterminant pas la résistance ou la rigidité de l'ouvrage ; - Plus de la moitié des huisseries extérieures ; - Plus de la moitié de la surface cumulée des cloisons intérieures ; - Plus de la moitié des installations sanitaires et de plomberie ; - Plus de la moitié des installations électriques ; - Plus de la moitié des systèmes de chauffage.
Date de dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme ou de travaux ou, à défaut, date d'acceptation des devis ou de passation des marchés relatifs aux travaux, postérieure au 1er juillet 2023.
Surface cumulée de plancher de l'ensemble des bâtiments concernés > 1000 m2 Ou Activité agricole, industrielle ou commerciale avec utilisation, stockage, fabrication ou distribution d'une ou plusieurs substances classées dangereuses

Le prestataire utilisera les éléments de son rapport PEMD pour réaliser la télédéclaration sur la plateforme numérique PEMD pour le compte du maître d'ouvrage.

<https://plateformepemd.developpement-durable.gouv.fr/>

La plateforme du CSTB :

Le Maître d'ouvrage confie au prestataire le référencement de son opération sur la plateforme numérique du CSTB. Le prestataire fournira au maître d'ouvrage l'ensemble des informations nécessaires afin de pouvoir accéder aux fonctionnalités de la plateforme.

G- Mission de suivi PEMD

Le diagnostiqueur devra prévoir le suivi de l'entreprise de démolition pour vérifier que le diagnostic PEMD est respecté.

Le diagnostiqueur devra l'analyse du diagnostic déchets (SOGED) fourni par le démolisseur ou l'entreprise titulaire de GO afin de vérifier la cohérence avec les indicateurs PEMD.

L'objectif du suivi sera de réaliser le dossier de récolement à la fin de la période de démolition.

H- Réunions

Des réunions seront prévues en présence de tous les acteurs pour chacune des opérations :

- ≡ Une réunion de démarrage pour caler le planning/ mode opératoire, faire un bilan des documents existants et présenter l'équipe de maîtrise d'œuvre,
- ≡ Réunion de lancement avec l'entreprise de démolition,
- ≡ Suivi des indicateurs PEMD durant la période de démolition compris réunions de travail,
- ≡ Une réunion de présentation du rapport final. Toutes les remarques réalisées à l'issue de cette réunion et des différents échanges devront être intégrées dans le rapport final pour que ce dernier soit validé.

I- Livrables

Le prestataire devra remettre les éléments suivants :

- ≡ 1 rapport PEMD version numérique suivant sommaire par zone :

- 1 pour la zone réhabilitation de l'accueil des Urgences
- 1 pour les bâtiments modulaires.
- ≡ 1 rapport de suivi et de bilan en fin d'opération par zone :
 - 1 pour la zone réhabilitation de l'accueil des Urgences
 - 1 pour les bâtiments modulaires.
- ≡ 1 rapport de l'ensemble des filières locales de réemploi- valorisation en lien avec l'opération.
- ≡ Non – adresse – contact – type de traitement PEMD
- ≡ Les CERFA à l'issu du diagnostic et pour les récolements en fin de travaux des 2 opérations
- ≡ L'ensemble des fichiers EXCEL – conversion et quantitatif suivant nomenclature réemploi

CHAPITRE 4 - DUREE DES MISSIONS

Le délai d'intervention et du rendu des prestations seront fournis par les candidats. Le délai maximum de réalisation des étapes 1 à 4 sera de 3 mois à compter de la notification du marché.

CHAPITRE 5 - PRIX DU MARCHE

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement. **Les prix sont réputés fermes et non révisables.**

CHAPITRE 6 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, augmenté de deux points.

6.1. FACTURES

Les factures sont à déposer sur : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr>

Les règlements pourront avoir lieu par états d'acomptes mensuels, si ce n'est précisé, une seule situation en fin de prestation.

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.2 du C.C.A.G.-P.I.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 200 053 098 00014

- Adresse de facturation :

Direction des ressources matérielles
Route de Villeneuve
47 923 AGEN CEDEX 9

- Comptable assignataire :

Monsieur Le Trésorier des Etablissements Hospitaliers
Cité administrative Lacuée Bâtiment B

Rue Renée Bonnat
47921 AGEN CEDEX 9

- Code Finess : 470016171

- Code CHORUS/service :

Avec commande : FACM

Sans commande : LSCP

6.2. AVANCE

Une avance égale à 5% du montant TTC du marché est accordée au Titulaire à sa demande, si les conditions décrites aux articles R.2191-3 et suivants du code de la commande publique sont remplies. Le titulaire devra présenter une garantie à première demande couvrant le montant de cette avance. La substitution de cette garantie à première demande par une caution personnelle et solidaire sera refusée par le maître de l'ouvrage.

CHAPITRE 7 - PENALITES DE RETARD

Selon son engagement stipulé dans l'acte d'engagement, le titulaire subit sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 150 €.

CHAPITRE 8 - ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue provoque la résiliation du présent marché sans indemnité.

CHAPITRE 9 - DEROGATIONS AU C.C.A.G. PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Les dérogations aux C.C.A.G.-Prestations Intellectuelles, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. , sont apportées aux articles suivants :

- ≡ Le chapitre 3 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles
- ≡ Le chapitre 12 déroge à l'article 14 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles
- ≡ Le chapitre 13 déroge à l'article 33 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles